

1 - FREIN # 1 - NE PLUS ATTENDRE LA PLUIE

1.1 La perception majoritaire : la croissance est un phénomène météorologique.

Pour certains, la croissance est une notion technique qui ne concerne que les responsables d'entreprises dans leur action quotidienne. Pour d'autres, la croissance est une valeur politique destinée à imposer des gains de productivité aux salariés et des ajustements porteurs de régression sociale. Mais pour la plupart des français, la croissance est surtout perçue comme un phénomène exogène, une conséquence presque mécanique de réalités internationales lointaines, complexes et impossibles à maîtriser.

Lever les freins à la croissance française requiert d'abord une pédagogie généralisée des effets de la croissance. C'est une condition absolue de l'adhésion des français aux réformes de structure qui s'imposent et dont les effets bénéfiques ne seront pas toujours visibles à court terme. L'exemple de l'évolution profonde de l'opinion dans la compréhension des enjeux liés aux déficits publics et de la dette publique, telle qu'elle ressort notamment des enquêtes réalisées pendant les scrutins du printemps 2007, illustre combien les français sont prêts à faire évoluer leurs perceptions, pour peu que les explications soient claires, honnêtes et consensuelles. Peut-être faut-il retrouver le « retrouvons nous les manches » de Maurice Thorez, ministre dans le gouvernement du Général De Gaulle en 1945, illustration du consensus politique face à l'urgence.

1.2 Une urgence : expliciter l'impact de la croissance sur le modèle social français.

Il est essentiel de présenter de manière chiffrée l'effet d'un point de croissance supplémentaire sur différentes réalités palpables par les français.

- **Moins de redistribution à l'envers** : 1% de croissance en plus, c'est x% de réduction de la dette publique, et donc d'autant moins de prélèvements sur la TVA et l'IR, payés par les salariés les plus modestes et par les classes moyennes, orientés vers le versement d'intérêts aux épargnants qui financent les déficits publics; c'est d'autant plus de ressources consacrées aux dépenses publiques productives.

- **Plus d'emplois** : 1% de croissance en plus, c'est en moyenne x milliers d'emplois créés en France.

- **Plus de moyens pour investir dans l'avenir** : A part constante du PIB consacrée au développement du capital humain, 1% de croissance en plus, c'est x milliards d'euros en plus disponibles pour l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, c'est y places de crèches en plus, c'est z euros en plus par étudiant.

- **Plus de moyens pour résoudre les problèmes de cohésion sociale du pays** : La question fondamentale de l'intégration, tout particulièrement dans sa dimension « plan Marshall pour les banlieues » n'a pas de sens sans mobiliser des moyens financiers énormes que seule une croissance significativement supérieure à la situation actuelle permettra de dégager. 1% de croissance en plus, c'est x logements sociaux de qualité reconstruits.

- **Plus de souplesse dans les ajustements à la mondialisation** : La captation de la croissance mondiale suppose la disparition de certaines activités devenues non compétitives et, dans le même temps, l'émergence de nouvelles activités adaptées aux marchés mondiaux. 1% de croissance en plus, ce sont des ressources nouvelles pour mieux indemniser ceux qui perdent leur emploi à cause de la mondialisation et les aider à se former et à retrouver, dans les meilleures conditions, un travail dans les activités compétitives. C'est donc réduire les comportements purement défensifs qui ralentissent les mutations de notre appareil productif.

- **Plus de capacité d'agir dans le monde** : 1% de croissance en plus, c'est x milliards d'euros en plus pour accroître notre aide au développement, c'est y milliards d'euros en plus pour promouvoir notre langue et notre culture dans le monde, c'est z milliards d'euros en plus pour accroître nos capacités d'intervention militaire dans le monde afin de défendre la paix.

- **Plus de crédibilité en Europe** : 1% de croissance en plus, c'est une capacité à mieux nous conformer aux engagements que la France a souscrits avec ses partenaires de la zone euro. C'est donc une crédibilité retrouvée dans les débats avec nos partenaires européens, et donc une plus grande capacité à défendre le modèle français en Europe.

Proposition # 1 – Toute communication sur le fameux point de croissance supplémentaire s'accompagnera de plusieurs chiffres sur ses conséquences dans la vie quotidienne des Français, sur le modèle social français ou sur le rayonnement de la France dans le monde.

2 - FREIN # 2 - ALLER CHASSER AU DELA DE LA VALLEE

2.1 La tentation Ameesh.

Un des principaux freins à la croissance française tient aux difficultés d'une grande partie de la société à comprendre les mutations de la planète. L'effet est double : la société retarde la mise en œuvre des ajustements nécessaires car elle ignore, ou refuse de voir, les transformations du monde ; puis, quand le choc venu d'ailleurs est inéluctable, alors le reste du monde est diabolisé et la résistance aux ajustements s'installe. Ce que l'on pourrait qualifier, de manière assez caricaturale certes, de « Tentation Ameesh » est caractérisée par les réalités suivantes :

- **L'accoutumance à une croissance faible** : A la différence d'autres sociétés, notamment au nord de l'Europe, la société française s'est habituée, depuis plus de vingt ans, à l'idée que notre économie progresse avec une croissance inférieure, en moyenne, de 1% à celle de la Grande Bretagne et de 2% à la croissance mondiale. Ce statu quo est une préférence nationale.

- **L'autosatisfaction généralisée sur notre mode vie** : Le mode d'organisation de la société rencontre plus d'adhésion que de demande de transformation. Des modes de vie hérités des dernières années de croissance forte sont élevés à l'état de valeurs fondamentales et indépassables. Qu'il s'agisse du TGV ou de notre système de santé, rien ne doit plus changer désormais car nous avons atteint une sorte de fin de l'histoire.

- **Le culte envahissant du passé** : A l'évidence, une société ne peut croître sans mémoire. Mais elle peut aussi se ralentir quand elle décide de passer plus de temps sur le tombeau des ancêtres, qu'à la chasse, aux champs ou à inventer de nouveaux outils. Or, la fascination du passé collectif, de ce que le Général De Gaulle qualifiait de « nostalgie de la lampe à huile, de la splendeur de la marine à voile et de la grandeur de l'empire » conduit souvent à privilégier la « comémorite aiguë », dont les « panthéonisations » répétées ou la multiplication des anniversaires de naissance et de mort des créateurs des deux derniers siècles sont l'illustration la plus flagrante.

- **Un scepticisme face aux mutations technologiques** : Les exemples de diffusion du téléphone portable et de l'utilisation d'internet montrent certes que notre société peut adopter massivement des innovations technologiques. Il reste que ce sont plus des choix d'imitation de solutions déjà déployées ailleurs que des choix d'innovations. Dans une très large mesure, la notion de « principe de précaution », devenue valeur constitutionnelle, reflète cette préférence collective pour le statu quo.

- **L'isolement linguistique** : Sur le seul terrain de la croissance, la langue française est une illusion d'optique. Notre langue est parlée par suffisamment d'hommes et de femmes dans le monde pour réaliser encore des échanges commerciaux ; mais ce n'est pas la langue de la croissance mondiale. C'est une langue riche qui mérite d'être défendue chaque fois que cela ne freine pas la croissance. D'autres pays, qui n'ont pas de marché intérieur significatif, ou dont la langue nationale est parlée par une faible population, comme c'est le cas de tous les pays nordiques, ont fait de l'anglais leur langue de communication avec le reste du monde. Leur capacité à capter la croissance mondiale est supérieure à la nôtre.

2.2 Une urgence : l'anglais ne doit plus être une langue étrangère.

Le potentiel de croissance le plus significatif réside dans l'amélioration de notre capacité à capturer une plus grande part de la croissance mondiale. Dès lors, l'enseignement généralisé de l'anglais, dès le plus jeune âge, pour en faire une compétence de base aussi fondamentale que lire, écrire et compter est devenue une urgence.

- **Accroître notre compétitivité** : Une certaine forme d'anglais, à base d'environ 500 mots, est devenue l'outil standardisé incontestable de toute communication dans les échanges internationaux. Maîtriser l'anglais n'est plus un choix, c'est une condition de survie dans la communauté universitaire, dans toute entreprise ouverte sur le monde et même dans les services très locaux offerts au nombre croissant de visiteurs étrangers sur notre territoire. C'est la condition pour localiser en France des centres de décisions, des laboratoires de recherche, des sièges européens d'entreprises internationales qui ont tous besoin de trouver chez nous un écosystème complet de collaborateurs pouvant s'insérer et communiquer dans un environnement mondial.

- **Faciliter les ajustements nécessaires aux mutations du monde** : La maîtrise de l'anglais est un outil essentiel pour permettre à un plus grand nombre de français d'accéder directement aux informations sur les mutations du monde, de se former leur propre opinion, et ainsi d'accepter les évidences et d'identifier les opportunités nouvelles pour chacun d'eux. C'est le seul moyen de mettre un terme à la relation malsaine à la mondialisation encore trop souvent intermédiée par un groupe de « sachants » ou par un « clergé » expliquant les transformations du monde à une opinion sceptique qui n'en perçoit que les conséquences négatives. Plus fondamentalement encore, la maîtrise de l'anglais crée chez chacun une plus grande confiance dans sa capacité à trouver sa place dans des activités nouvelles, à se projeter dans des mutations.

- **Réduire les inégalités qui se creusent dans le rapport à la mondialisation** : L'enseignement de l'anglais est aujourd'hui une des plus grandes inégalités nouvelles. Dans les milieux aisés qui mesurent l'importance de l'enjeu, l'enseignement de l'anglais à l'école s'accompagne de formations complémentaires, notamment dans des pays anglophones. Dans les milieux plus modestes, bénéficiant du seul enseignement public de l'anglais, la langue est mal maîtrisée. Pourtant, cette compétence est aujourd'hui aussi discriminante que ne l'était l'expression « sait lire et écrire » inscrite sur le livret militaire de certains français au début du XXème siècle. La responsabilité de la puissance publique est donc de donner à tous accès à cet outil de la croissance.

- **Enseigner au collège les langues étrangères de la croissance mondiale qui échappent au monopole de l'anglais** : Capturer la croissance mondiale, c'est aussi s'adapter aux contraintes du marché chinois qui lui résiste à la pénétration de l'anglais. Il est donc nécessaire que le mandarin devienne une langue étrangère banalisée dans nos collèges et lycées, comme l'est aujourd'hui l'enseignement de langues européennes.

Proposition # 2 - L'anglais sera enseigné comme une discipline de base aux enfants dès le plus jeune âge.

Proposition # 2bis – Le mandarin sera enseigné au collège comme une deuxième langue vivante au même niveau que l'allemand ou l'espagnol.

Proposition # 2ter – La loi Toubon sera révisée pour en éliminer toutes les dispositions qui freinent la croissance.

3 - FREIN # 3 - LES GONDOLIERS SANS LE DECLIN DE LA REPUBLIQUE DES DOGES

3.1 Les gondoliers...

Capter la croissance mondiale, c'est valoriser les actifs français non délocalisables, au premier rang desquels le patrimoine touristique, et permettre aux nouveaux riches des pays émergents de dépenser plus sur notre territoire. Ce secteur présente quatre intérêts majeurs :

- **Un gisement d'emplois qualifiés et non qualifiés** : La diversité des métiers du tourisme requiert toutes les compétences du monde des services. C'est la captation de la croissance mondiale par tous.

- **Un secteur compatible avec les préoccupations d'aménagement du territoire** : Dans un environnement où la mondialisation est souvent perçue comme une source de concentration des activités autour des grandes métropoles, la répartition du potentiel touristique sur l'ensemble du territoire permet une captation plus équilibrée de la croissance mondiale.

- **Des avantages compétitifs durables** : A l'horizon de notre siècle au moins, l'Europe dans son ensemble, et la France en particulier, continueront à offrir des actifs touristiques très compétitifs.

- **Un meilleur taux d'utilisation des infrastructures** : Les chinois ont trois semaines de congés légaux qui sont prises en général autour du nouvel an chinois et autour des semaines du 1^{er} mai et du 1^{er} octobre. Ces périodes correspondent à la basse saison en France.

Le tourisme constitue donc un relais de croissance qui permettrait, avec quelques ajustements réglementaires, de capturer une fraction plus importante encore de la croissance des pays émergents. Si l'on considère l'exemple de la Chine, on constate que selon l'Organisation Mondiale du Tourisme 50 millions de Chinois passeront des vacances à l'étranger en 2010, et 100 millions en 2020 ; parmi eux, 2 millions devraient visiter l'Europe en 2020.

On évalue doré et déjà à 320 000 le nombre de chinois millionnaires en dollars. Selon une étude de Goldman Sachs, les touristes chinois sont les premiers dans le classement mondial des achats de produits de luxe et de souvenirs à l'étranger. Ils représentent 20% du volume global des transactions étrangères du magasin Printemps à Paris qui accepte désormais la seule carte de paiement chinoise autorisée en Europe. La France est actuellement le pays européen dans lequel le touriste chinois reste le plus grand nombre de jours. Près de 60% du budget total du voyage en Europe d'un touriste chinois est dépensé en achats en France.

Pourtant en 2006, 600 000 touristes chinois sont venus en France ; dans le même temps ils étaient 500 000 en Allemagne. Cette différence assez faible ne reflète pas l'écart de potentiel touristique qui est beaucoup plus important. C'est en réalité les différences dans la procédure d'attribution des visas de tourisme qui explique cet écart. Il est en effet très difficile pour un chinois d'obtenir un visa touristique vers la France en dehors d'un voyage en groupe. Ces procédures de visa décourageantes freinent le développement d'un énorme gisement touristique. Toute la politique d'attribution de visas touristiques doit être revue en tenant

compte des évolutions du potentiel touristique d'un certain nombre de pays émergents, et pas seulement à travers les réflexes traditionnels de lutte contre l'immigration clandestine.

Plus généralement, toutes les restrictions à l'offre de services touristiques doivent être levées, notamment toutes les réglementations qui limitent l'ouverture de nouveaux hôtels. De même l'ouverture nocturne des musées et monuments qui rencontrent un intérêt particulier des touristes doit être généralisée.

3.2 ...avec la place financière

La domination de la place financière de Londres en Europe, et vraisemblablement devant Wall Street, est désormais un fait acquis. Les opportunités professionnelles dans le secteur de la finance sont à Londres, indépendamment de toute dimension fiscale. Pourtant plusieurs facteurs permettent de proposer raisonnablement une initiative ambitieuse pour déplacer certaines activités vers Paris.

- **Londres est devenue une ville chère** : Le coût de la vie, les conditions de logement, le prix des transports, le financement de la scolarité sont des charges qui se sont accrues et qui conduisent des opérateurs à envisager de manière plus ouvertes que par le passé une relocalisation dans une autre ville d'Europe.

- **Les capacités d'expansion immobilières sont limitées** : Pour les institutions financières qui refusent de s'installer à Canary Wharf, à l'est de Londres, il est devenu quasiment impossible de trouver dans la City des nouvelles surfaces adaptées à des plateformes financières.

- **La plupart des experts dans l'innovation des produits financiers sont français** : La qualité élevée de la formation scientifique et mathématique en France produit d'excellents professionnels de la finance qui souvent exercent des responsabilités majeures dans de grandes institutions financières londoniennes.

- **Certaines activités sont délocalisables de Londres vers Paris**: Même, s'il est très difficile de créer ex-nihilo une place concurrente à l'ensemble de l'écosystème financier de Londres qui associe banquiers, avocats et comptables, il reste que certaines activités peuvent être plus facilement sécables que d'autres ; ce sont notamment les plateformes de produits dérivés, les équipes de gestion transactionnelle, ou même les équipes de gestion d'actifs.

- **La récente crise du marché du crédit peut entraîner des décisions de restructuration** : Après la tourmente de la crise du subprime cet été, plusieurs établissements réfléchissent au meilleur moyen d'optimiser la structure de leurs lignes de coût.

- **La fiscalité britannique du secteur se durcit** : Les autorités britanniques préparent un accroissement de la fiscalité individuelle et en particulier un traitement moins favorable des plus values réalisées dans les activités de private equity.

Toutefois, le succès d'une initiative destinée à créer à Paris un véritable centre financier européen requiert, au-delà des sujets souvent évoqués (fiscalité des impatriés, suppression de l'impôt de bourse etc...), des décisions assez lourdes.

- **Un gisement de collaborateurs locaux capables de travailler exclusivement en anglais :** Les institutions financières internationales qui envisageraient de localiser à Paris certaines activités ont besoin d'y trouver des salariés, à tous les niveaux, capables de travailler exclusivement en anglais.
- **Des visas de travail plus facilement accessibles :** La politique restrictive des visas de travail en vigueur en France n'est pas adaptée à une industrie où toutes les nationalités se mêlent dans les équipes et où, en particulier, un nombre croissant de citoyens indiens exercent d'importantes responsabilités.
- **Des capacités immobilières rapidement disponibles :** Les institutions financières cherchent d'abord des surfaces vastes, rapidement disponibles et adaptées à des infrastructures très intenses en systèmes d'information. Souvent, la question est formulée ainsi, peut-on me construire un immeuble en un an comme à Dubaï ?
- **Une adaptation des relations avec les autorités de marché:** Les autorités de marché à Londres ont des pouvoirs étendus, mais elles sont perçues comme pragmatiques. C'est le cas tout particulièrement en comparaison de l'attitude des autorités de marché de Wall Street qui s'est durcie depuis cinq ans et qui a conduit à un transfert croissant d'activités financières de New- York vers Londres.

Proposition # 3 - La politique de visas touristiques sera assouplie pour permettre aux citoyens des nouveaux pays émergents de visiter plus facilement la France.

Proposition # 3bis – La ville de Paris lancera, avec l'Etat, un programme « Paris Financial Center », pour offrir un environnement attractif aux institutions financières internationales qui veulent déplacer une partie de leurs activités en dehors de Londres.

FREIN # 4

LES REFORMES DE STRUCTURES DANS LE DONJON AUSSI

4.1 Les barbares frappent d'abord ceux qui vivent en dehors de la muraille

La résistance généralisée au changement est souvent présentée comme un frein à la croissance. Or, quand on observe de près les mutations réalisées depuis 20 ans dans l'appareil productif français, on constate plusieurs exemples réussis d'acceptation du changement. C'est le cas de la plus grande partie des entreprises du secteur privé et de leurs salariés qui ont dû réaliser des gains de productivité considérables pour s'adapter avec succès à un environnement international de plus en plus compétitif. C'est le cas aussi de certains groupes d'agents publics, comme les forces armées, qui ont vécu des restructurations massives de leur organisation.

La résistance s'est en revanche organisée partout où les bénéfices du changement n'étaient pas visibles mais aussi partout où les coûts du changement apparaissaient comme pesant sur une partie seulement des acteurs.

Ceux qui ont voulu rapprocher la Direction Générale des Impôts avec la Comptabilité Publique, ou qui ont voulu mener des réformes similaires de rationalisation administrative d'évidence, se sont entendus dire : « mais pourquoi ne fusionnez vous pas d'abord le Corps des Mines, le Corps des Ponts et le Corps des Télécom ? ».

Ceux qui ont voulu supprimer la rente issue du numerus clausus des mandataires de justice ou des greffiers des tribunaux de commerce se sont entendus dire : « mais pourquoi ne supprimez vous pas d'abord la rente des Trésoriers Payeurs Généraux ou des Conservateurs des Hypothèques ? »

Ceux qui ont voulu réduire les fuites d'argent public liées aux décharges administratives abusives qui permettent à des fonctionnaires d'exercer des responsabilités syndicales sans contrôle se sont entendus dire : « mais pourquoi ne réduisez-vous pas les fuites d'argent public liées aux nominations dans certains corps d'inspection de favoris du prince qui toucheront une « pension d'ancien régime » sans un travail réel effectué systématiquement en contrepartie ? »

Ceux qui ont voulu réformer des régimes de retraites privilégiés au motif que les conditions d'exercice et de pénibilité de certaines professions avaient évolué se sont entendus dire : « mais pourquoi ne réformez-vous pas d'abord les rentes de la haute fonction publique qui permettent la mise en disponibilité pendant de longues années ? »

4.2 Construire des compromis requiert l'application des mêmes principes à tous

Les quelques exemples ci-dessus illustrent qu'il ne peut y avoir une action efficace pour lever les freins à la croissance sans une analyse absolument panoramique des rentes héritées du passé.

C'est un exercice difficile, car si toutes les rentes sont des freins à la croissance, certaines sont moins coûteuses que d'autres et sont donc plus supportables. Car, prise individuellement la suppression de chacune de ces petites rentes ne peut produire l'effet des grandes réformes qui impactent réellement, les comptes publics, l'efficacité de l'Etat ou la fluidité des marchés des biens et services.

Pourtant la suppression de ces petites rentes est la condition de la construction d'un consensus pour faire accepter la suppression des grandes rentes.

croieri

Proposition # 4 – Toutes les réformes de structures pour lever les freins à la croissance et qui touchent les salariés les plus modestes, les rentes de la fonction publique ou du monde syndical, seront systématiquement accompagnées en parallèle de réformes pour éliminer les rentes héritées du passé dans la haute fonction publique, dans les corps de contrôle de l'Etat ou dans les entreprises privées.

Proposition # 4bis – Le numerus clausus sera progressivement supprimé dans toutes les professions. En revanche, l'accès aux professions qui doivent être réglementées dans l'intérêt des usagers et des consommateurs restera soumis à des règles strictes d'accès sur la seule base des compétences et à des règles de surveillance.